

Les réfugiés rwandais attendent l'aide humanitaire

Reuters, 16 mai 1994

NAIROBI, 16 mai, Reuter - Profitant d'une trêve dans les combats entre rebelles et forces gouvernementales au Rwanda, la Croix-Rouge a tenté lundi de faire parvenir des vivres à des milliers de civils pris au piège près de Kigali, la capitale.

De source autorisée, on a déclaré que la Croix-Rouge tentait d'acheminer un convoi de 40 tonnes de flocons d'avoine de Kigali à Kabgayi, à 45 km au sud-ouest de la capitale, où sont installés des camps de réfugiés démunis de tout.

“Hier, quand ils ont voulu sortir la nourriture (hors de Kigali), l'entrepôt a été la cible de coups de feu”, a déclaré un porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Nairobi.

La journée de dimanche a été marquée par de violents duels d'artillerie entre l'armée gouvernementale et les rebelles du Front patriotique rwandais (RPF).

“C'est très calme ce matin”, a déclaré lundi Abdoul Kabia, directeur exécutif de la Minuar (Mission des Nations unies pour l'Assistance au Rwanda). “Mais il est habituel qu'une période de calme précède la tempête”.

— Tirs sur Kouchner —

Selon des journalistes de Reuter qui ont visité le camp de réfugiés de Kabgayi, les Tutsis rescapés des massacres y vivent dans des conditions exécrables. Des cadavres gisent en plein centre du camp sans être enterrés. Des réfugiés hébétés se massent autour des feux de camp ou tendent la main pour recevoir une ration de purée de maïs préparée dans de grandes bassines rouillées.

Les réfugiés se plaignent d'être maintenus en détention dans ce camp par les gardes de l'armée gouvernementale. Ils affirment également que les milices extrémistes hutues viennent régulièrement y chercher des victimes qu'ils massacrent ensuite plus loin.

Le CICR a demandé à pouvoir installer un hôpital de 500 lits à Kabgayi mais l'armée refuse de déclarer cette zone neutre. Elle reste donc vulnérable aux attaques des miliciens hutus.

Bernard Kouchner, ancien ministre français de la Santé et de l'Action humanitaire, a tenté d'obtenir le libre passage des civils qui tentent de fuir les zones de combats. Mais son convoi a reçu des coups de feu dimanche soir alors

qu'il arrivait à Kigali après avoir rencontré des membres du gouvernement à Gitarama, au sud.

La route entre Gitarama et Kigali est ponctuée de barrages de miliciens hutus, souvent saouls, armés de machettes.

Le gouvernement, qui a fui Kigali le mois dernier devant l'avance des rebelles tutsis, a réaffirmé que les massacres étaient l'oeuvre de miliciens et de soldats échappant à son contrôle. Mais il refuse que l'Onu envoie des casques bleus au Rwanda pour tenter de mettre fin au bain de sang.

“Il y a moins de tueries qu'avant. L'Onu peut aller et venir entre les deux camps pour leur demander de cesser les combats mais la situation dans les zones contrôlées par le gouvernement est du ressort du gouvernement”, a déclaré à la presse le ministre de la Défense Augustin Bizimana.

— Bientôt des casques bleus ? —

Le Conseil de sécurité se réunit mardi pour voter une résolution prévoyant d'envoyer une force d'interposition au Rwanda, où les massacres ont fait plusieurs centaines de milliers de victimes en cinq semaines.

Le projet de résolution pourrait autoriser l'envoi de quelque 5.500 casques bleus africains.

Mais alors que les Etats-Unis souhaitent que les soldats de l'Onu soient déployés aux frontières du pays pour créer des zones de sécurité pour les réfugiés, le projet de résolution prévoit d'assurer d'abord le contrôle de l'aéroport de Kigali.

La force onusienne au Rwanda serait épaulée par des transports de troupes blindés et 16 hélicoptères.

A cinq km au sud de Gitarama, où le gouvernement (hutu) siège dans une ancienne école de fonctionnaires, des soldats et des miliciens hutus assassinent quotidiennement des Tutsis dans un ancien séminaire contenant 20.000 réfugiés.

La Commission des Nations unies sur les droits de l'homme tiendra les 24 et 25 mai une réunion extraordinaire sur les violations des droits de l'Homme au Rwanda.

La situation sanitaire s'aggrave dans des camps de réfugiés. A Benaco, en Tanzanie, où sont massés 200.000 Rwandais, l'association Médecins sans Frontières a signalé des cas de dysenterie et de pneumonie et craint une épidémie de grande ampleur dans les trois prochaines semaines. /FAN

(c) Reuters Limited 1994